

03/

HIVER | 2020
TRIMESTRIEL

bpost

PB-PP
BELGIË(N) - BELGIQUE

Autre Terre

MAGAZINE

**LE BURKINA
FASO**

Au pays des
hommes et des
femmes
intègres

NEWS

Le baromètre
des agricultures
familiales
est sorti!

**FOCUS
PARTENAIRE**

APIL
Portraits de
bénéficiaires

Autre Terre est active depuis 20 ans au Burkina Faso

Elle y accompagne environ 2 500 agriculteurs et agricultrices afin qu'ils développent des pratiques agroécologiques, transforment et commercialisent leur production. Autre Terre accompagne également 7 communes afin qu'elles développent une filière durable de gestion de déchets sur leur territoire.

Outre ses partenaires, Autre Terre accompagne la certification et le plaidoyer en faveur de l'agroécologie.

ATAD
Formation en agroécologie et soutien aux communautés paysannes.

APIL
Actif dans l'agroécologie, le soutien aux filières lait, miel et arachide, la restauration des sols et l'accompagnement des communautés paysannes.

CEAS
Gestion des déchets dans 7 villes: Kaya, Kombissiri, Saaba, Ouagadougou, Gourcy, Pô, Yako.

Coordination Régionale d'Autre Terre
3 travailleurs chargés de l'accompagnement de nos partenaires au Burkina Faso, au Sénégal et au Mali.

Le Baobab
Promotion de l'agroécologie, commercialisation, formation de base, sensibilisation et mobilisation théâtrale, restauration de la biodiversité.

Le Burkina Faso, « pays des Hommes et des Femmes intègres »

C'est là-bas que nous avons décidé de nous arrêter pour ce numéro spécial

Une fois par an, nous vous proposerons désormais d'aller à la rencontre d'un de nos pays partenaires afin de mieux comprendre ses particularités. Une démarche « exploratoire » pour se rapprocher de ce qui fait l'âme de notre travail: la rencontre et la co-construction.

Changement climatique, cohésion sociale, alimentation, rapports hommes/femmes, situation géopolitique... Voici quelques-uns des thèmes abordés dans ce numéro spécial « Burkina Faso ».

La situation difficile dans laquelle se trouve actuellement le Burkina Faso et l'insécurité grandissante ne nous laisse pas indifférents. Néanmoins, bien qu'abordée dans les articles, notre volonté est de vous faire découvrir ce pays partenaire sous un autre jour. 🍷

Bonne découverte, bonne lecture.

🍷 Elise Vendy 🍷

Coordination Benoit Naveau, Elise Vendy **Comité de rédaction** Cinzia Carta, Soumia Echiheb, Eva Fernández Tendero, David Gabriel, Benoit Naveau, Vincent Oury, Elise Vendy, Alan Watterman **Ont collaboré à ce numéro** Sacha Bronfort, Romuald Compaoré, Lionel Tientega **Photo de couverture** Benoit Naveau **4^e de couverture** Benoit Naveau **Graphisme** www.marmelade.be **Impression** Kliëmo S.A. Imprimé à 2 900 exemplaires sur papier issu de forêts gérées durablement (FSC).

Dans un souci d'équité de genre, Autre Terre Magazine s'efforce d'utiliser une écriture privilégiant les tournures génériques, un langage épique et la féminisation des fonctions. Les supports visuels tendent à représenter paritairement les femmes et les hommes.

Autre Terre Magazine est une publication d'Autre Terre asbl. Des auteur-e-s d'horizons divers s'expriment sur des thèmes liés à l'économie sociale et solidaire. Les articles n'engagent que leurs auteur-e-s. Toute reproduction, même partielle, des textes et illustrations parus dans l'Autre Terre Magazine est encouragée, mais soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur et/ou des ayants droit au copyright.

Rédaction 4^e Avenue 45 - 4040 Herstal - Belgique

T +32 (0) 4 240 68 48 F +32 (0) 4 240 68 42 info@autreterre.org www.autreterre.org www.facebook.com/AutreTerre

N° de compte IBAN - BE53 0962 2 418 9653

Les opinions qui sont exprimées par notre organisation ne représentent pas nécessairement celles de l'État belge et n'engagent pas celui-ci.

Cette publication est soutenue par

Le Burkina Faso, 60 ans après l'indépendance...

Après 60 ans d'indépendance et une perfusion continue de la coopération au développement internationale, le Burkina Faso stagne à la 182^{ème} place de l'IDH et vit depuis quelques années dans un état d'insécurité croissant. Tour d'horizon économique et politique du pays.

Deux élections libres en 60 ans

Petit pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso a vécu de nombreux troubles politiques. Dès leur mainmise en 1898, les Français instrumentalisent les institutions et chefferies locales pour contrôler le pays en vue d'extraire les richesses sous-terraines et d'auto-financer la colonie. Malgré la très forte résistance des populations, le territoire de l'actuel Burkina Faso entre sous le régime colonial français en 1919. Depuis l'indépendance en 1960, les coups d'États, l'«unipartisme» et le «clientélisme» ont été monnaie courante à tel point que seules deux élections sont considérées comme «libres» (1978 et 2015)¹. Après la courte mais marquante expérience sociale de Thomas Sankara (1983-1987), le long règne de Blaise Compaoré (1987-2014) apporta de la stabilité, mais contribua à la situation explosive que le pays connaît actuellement; en muselant toute opposition par le clientélisme, en jouant un jeu trouble sur la scène internationale par le biais de médiation ou d'appui aux conflits externes et surtout en maintenant le pays dans un état de pauvreté alarmant.

Un pays aux maigres ressources

Sans accès à la mer, presque sans réseau ferroviaire et sans voie d'eau navigable, le Burkina Faso dépend de ses routes vétustes pour son commerce international. Avec une balance commerciale structurellement négative depuis de très nombreuses années², le Burkina s'appuyait traditionnellement sur l'exportation du coton et des fruits. La découverte de très importants gisements d'or depuis 10 ans a complètement bouleversé la donne en accaparant 90% de la valeur des exportations: les investissements étrangers affluent dans le secteur minier et sont à peine ralentis par l'insécurité. Malheureusement, ces ressources ne bénéficient que très peu au peuple burkinabè qui revendique un meilleur partage de la manne aurifère.



Pour aller plus loin
«Le bilan de 60 ans d'indépendance au Burkina Faso»,
À écouter en podcast
Également disponible sur www.autreterre.org, onglet «Publications»



Une insécurité croissante, une perte de souveraineté

Depuis 2014 et le départ de Blaise Compaoré, le Burkina Faso a vu, d'abord insidieusement, puis très frontalement se développer le terrorisme sur son territoire. Trouvant refuge dans les bandes frontalières et les zones délaissées par l'État, les groupes armés rançonnent la population, chassent les édiles, ferment les écoles et imposent petit-à-petit leurs lois. Cette insécurité met en lumière la tension existante entre une ruralité extrêmement pauvre et des élites urbaines beaucoup plus aisées. La fuite des autorités judiciaires et communales, le recul de l'armée et de la police finissent de rendre l'État invisible dans ces régions où les populations abandonnées prennent la fuite (1.000.000 de réfugiés³), se résignent ou rejoignent les rébellions par défiance face à un État absent.

«Si nous nous couchons, nous sommes morts.»

Malgré tout, se tourner vers l'avenir

Malgré un tableau peu optimiste, le Burkina Faso n'est pas sans atout. La maturité de sa société civile a été admirée par le monde entier lors du changement de règne de 2014-15 et laisse entrevoir une stabilisation de la démocratie. Sa jeunesse, tournée vers l'avenir et vers le monde, est très active, éduquée et entrepreneur. L'afflux financier provoqué par l'exploitation de l'or, s'il est bien géré notamment au niveau environnemental, peut devenir une opportunité majeure. Le développement incroyable des pagnes locaux portés fièrement par les élégants et élégantes est un symbole de réappropriation culturelle et économique fort. Finalement, au niveau culturel, le Burkina Faso reste un lieu incontournable en Afrique de l'Ouest pour les arts de la scène et le cinéma.

Le peuple burkinabè reste donc debout devant l'adversité et fait honneur à la maxime de son plus grand historien, Joseph Ki-Zerbo, «N'an laara, an saara» «Si nous nous couchons, nous sommes morts».

||| Benoit Naveau |||

1 Une troisième s'est déroulée pacifiquement au moment de l'impression de ce magazine
2 Institut National de Statistique et de la Démographie, Note trimestrielle sur les statistiques du commerce extérieur, Deuxième trimestre 2020
3 OIM, Le Burkina Faso enregistre un nombre record d'un million de déplacements internes, tandis que la violence fait rage en pleine pandémie de COVID-19, Communiqué de presse, 25 août 2020

En quête d'une nouvelle cohésion sociale

Le Burkina Faso (ex Haute Volta) est un pays de diversité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse. Malgré cela, les peuples du Burkina ont su développer, depuis de nombreuses générations, des mécanismes sociaux de régulation pour vivre dans la paix et la sécurité, nouant des alliances et activant des protocoles d'entente et de gestion positive des antagonismes.

En cas de conflits⁴ entre individus, c'est généralement la famille, les voisins ou des amis qui sont sollicités pour faire office de médiateurs. Un litige entre éleveur et agriculteur pourra solliciter l'intervention de «sages» tels que les chefs coutumiers et chefs de terre, mais aussi certaines castes sociales telles que les forgerons ou les griots. Leur pardon ne se refuse pas. Notons également l'existence d'une pratique sociale typique au Burkina qu'est la «parenté à plaisanterie» qui permet de désamorcer des conflits entre ethnies. Celle-ci crée un lien de rivalité pacifique entre des clans qui vont s'invectiver tout en respectant un code de conduite bien établi, jugulant les tensions de génération en génération.

Aujourd'hui, s'ils survivent encore, ces systèmes stables tendent à disparaître

Depuis plusieurs années, le Burkina Faso, traditionnellement érigé en modèle du vivre-ensemble, traverse la pire crise sociale de son histoire. La prolifération des attaques terroristes met à mal l'ordre social et renforce les tensions ethniques jusqu'alors canalisées par ces mécanismes sociaux régulateurs. Bien que des drames interethniques aient déjà eu lieu, ils ne connaissent pas la même intensité que dans d'autres pays voisins. L'avenir d'un Burkina Faso paisible et débarrassé des conflits est conditionné par sa capacité à maintenir et renforcer le lien social entre les communautés et par le développement d'un sentiment d'appartenance à une même nation.

▬ Romuald Compaoré ▬

La juste répartition des richesses, l'accès aux biens publics et aux droits sont des prérequis importants à l'ordre socio-politique du pays, qu'il soit coutumier ou moderne. Il convient donc d'encourager les populations à explorer des solutions collectives et endogènes aux problèmes actuels. Les chefs coutumiers et traditionnels, au regard de leur légitimité et de leur proximité avec la population, doivent pouvoir jouer un rôle essentiel dans ce renforcement de la cohésion sociale. Leurs forces mobilisatrices et unificatrices constituent un maillon fort dans le dispositif interne de prévention et de gestion positive des conflits. ▬



**Les chefs
coutumiers
comme ciment
du peuple**

Deux chefs coutumiers se sont particulièrement illustrés dans leur engagement pour la paix

Maître Titinga Frédéric Pacere

Il est le premier avocat du Burkina Faso et chef coutumier du village de Manega dans la province de l'Oubritenga. Homme de lettres et préoccupé par la multiplication des violences terroristes dans son pays, ce sage a entrepris des initiatives locales pour restaurer la cohésion sociale. Il est en effet à l'origine de l'Appel de Manega qui vise à «lutter pour la paix et la réconciliation au Burkina Faso» (15 juin 2019).

Cet appel se veut un espace de dialogue et de réflexion sur le rôle de la chefferie traditionnelle dans la restauration de la paix et de la cohésion sociale. Selon lui, le service que la chefferie coutumière peut offrir est surtout d'encourager, par la sensibilisation, aux valeurs de bravoure et de lutte pour la sauvegarde du pays.

Amiirou Saali Dramane Sidibé

Il est le chef suprême des Peulhs de Barani (département et commune rurale du Burkina Faso). Très attentif à la préservation de la paix sociale, il a placé son mandat sous le signe de la concorde. Il est l'initiateur de plusieurs actions:

- En 2009, en décidant d'introniser le tout premier chef coutumier peulh dans la commune de Boo Dioulasso, il a ainsi manifesté son souhait de cohabitation pacifique entre les Bobos et les peulhs et a renforcé la «parenté à plaisanterie» entre les deux communautés.
- En 2016, les élections municipales ont engendré une fracture sociale entre les communautés peulhs et bwabas. A la cérémonie de réconciliation de janvier 2019 qui a regroupé les filles et fils des deux communautés, il a lancé un appel aux dignitaires et aux conseillers municipaux afin de prêcher la paix et la cohésion sociale.

Avec l'aide de médiateurs, cette crise a été réglée en 2020.



Photo: Statue d'un monument dédié à la lutte contre la pauvreté, érigé à Manega, village de Me Titinga Pacere

4 Selon le Teeng Soaba (chef de terre) de Guéounguintenga dans la commune de Ziniaré

Le défi agroalimentaire au Burkina Faso

Au Burkina Faso, 80% de la population tire ses revenus et son alimentation de l'agriculture, une activité essentielle qui mérite que l'on s'y arrête afin de mieux comprendre toutes ses nuances.

Un pays quasi autosuffisant

De manière générale, la majorité des produits alimentaires consommés au Burkina Faso sont produits à l'intérieur du pays. En effet, le bilan alimentaire⁵ édité par le ministère de l'agriculture burkinabé indique un taux moyen d'autosuffisance alimentaire de 96% sur la période de 2013 à 2019. En guise de comparaison, la FAO (Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) estime ce taux à 50,6% (en 2012) pour la Belgique.

Le Burkina Faso est donc autosuffisant pour sa production de légumes, de viande, d'œufs, de racines et tubercules ainsi qu'au niveau de sa production céréalière (91% entre 2013 et 2019). À contrario, le pays doit importer la plupart de ce qu'il consomme en matière de blé et farine de blé, huile de palme et sucre. Cette habitude de consommer du blé s'est petit à petit généralisée dans les familles urbaines depuis la colonisation.

Autosuffisance alimentaire du Burkina sur la période de 2013 à 2019

96%

- légumes
- viande
- œufs
- racines
- tubercules
- céréales

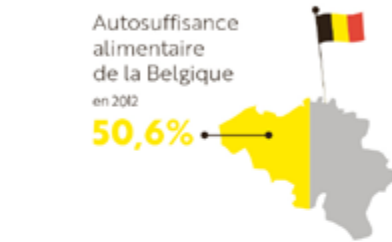


4% Importation

- blé
- farine de blé
- huile de palme
- sucre

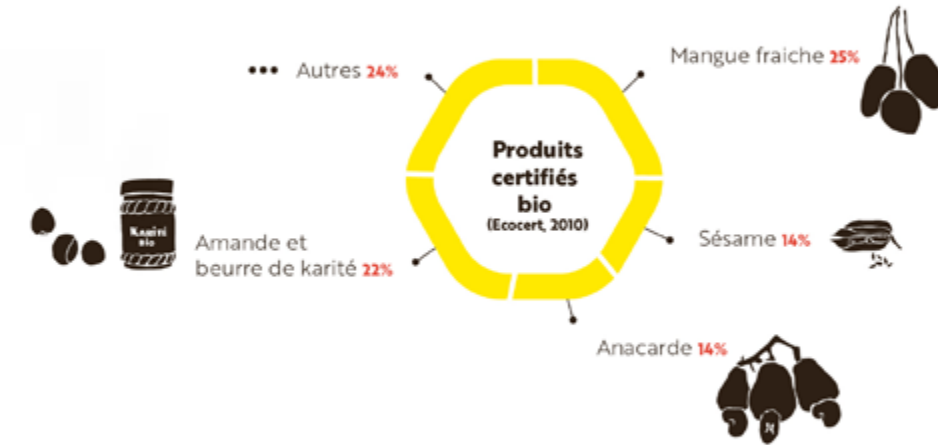
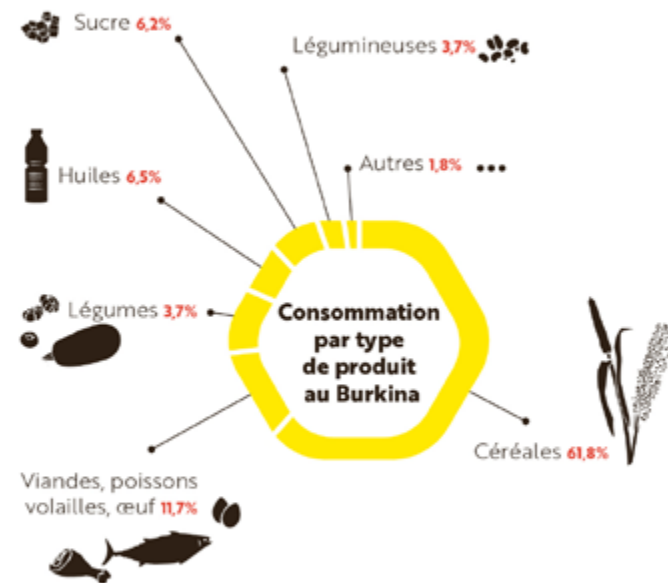
Autosuffisance alimentaire de la Belgique en 2012

50,6%



Autosuffisant donc bien alimenté?

Pas nécessairement. Bien que le pays produise à priori la majorité des aliments nécessaires pour nourrir la population, 20% de la population est toujours confrontée à des problèmes de sous-alimentation⁶. Cette situation s'explique par différents facteurs tels que le manque de revenus, le manque d'informations quant aux régimes alimentaires adéquats, les disparités géographiques et l'insécurité qui a jeté plus de 1.000.000 de Burkinabè sur les routes, les rendant incapables de produire leur propre alimentation.



Agriculture familiale ou agro-business?

L'agriculture burkinabè est dominée par de petites exploitations familiales (environ 900.000) de moins de 5 ha occupant plus de deux tiers des terres cultivées.

Les céréales (sorgho, maïs, mil, riz et fonio) occupent 66% des superficies emblavées. Si le mode de culture est essentiellement conventionnel avec l'utilisation d'engrais de synthèse chimiques, la production certifiée « biologique » est dominante dans certains secteurs spécifiques (cf. schéma). Cette production labellisée occupe environ 57 000 ha et est principalement destinée à l'exportation.

Un système de certification bio existe (via le CNABIO cofondé par Autre Terre) et est destiné aux consommateurs locaux. La certification se fait essentiellement sur les cultures maraichères avec 34 opérateurs certifiés en 2020. Outre son coût réduit pour le producteur, il présente également l'avantage de rapprocher le consommateur du producteur à travers de petits marchés hebdomadaires bio. Il permet aussi de garantir la qualité des produits achetés.

Une sécurité alimentaire fragilisée par les crises environnementales, sanitaires et sécuritaires

Comme ses voisins, le pays subit de plein fouet l'impact des changements climatiques. À titre d'exemple, le manque de pluie enregistré en 2019 a eu pour conséquence directe une diminution des fourrages et une réduction de la production interne de céréales. L'insécurité dans laquelle le pays est plongé depuis plus de deux ans met également la pression sur ses systèmes alimentaires: perte de moyens de subsistance due aux déplacements de population vivant du travail de la terre, destruction du matériel et des stocks de vivres, pertes de bétail, accès difficiles aux marchés et déplacements réduits...

Début mars, avec l'arrivée des mesures Covid limitant encore les échanges commerciaux et les déplacements, le pire était à craindre pour la sécurité alimentaire du pays. Fort heureusement, la propagation du virus y semble aujourd'hui relativement limitée.

Le « consommer local » en vogue!

Agribusiness shop est une boutique fondée par un couple de jeunes burkinabè. Ils vendent en gros et en détail des produits agricoles à fort impact social issus principalement d'entreprises sociales gérées par des femmes ou des jeunes. On y trouve environ 300 produits de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Dans cette même dynamique, l'État burkinabè a lancé un label « made in Burkina ». Le logo qui y est associé est un identifiant unique qui montre que le produit a été fabriqué dans le pays.



⁵ « Bilans alimentaires du Burkina Faso 2013-2019 », Ministère de l'agriculture et des aménagements hydro-agricoles

⁶ « Indice de prévalence de la sous-alimentation » FAO 2017; à titre de comparaison, la FAO estime que cet indice est inférieur à 2,5% en Belgique

Être une femme au Burkina Faso – Témoignage



Traditionnellement, la femme est placée sous la tutelle de l'homme. Son destin est de devenir « la femme de son mari » qui en est le véritable « propriétaire ». Ici, les femmes sont, toute leur vie, considérées comme des « étrangères » même au sein de leur propre famille.

Son autonomisation, Sophie la doit à l'association « La Saisonnière » où elle pratique du maraîchage bio en périphérie de Ouagadougou. « Je gagne un peu d'argent et j'aide mes enfants dans leur scolarité. Cela m'a aussi permis de libérer ma parole, ça m'a éveillée. Cela donne une confiance en soi très forte. ». En effet, l'accès aux moyens de production et aux revenus du travail est l'une des bases essentielles qui permet aux femmes de renforcer leur estime de soi et de se repositionner dans des rapports de pouvoir plus égalitaires au sein de leur famille et de leur communauté.

Pour avancer vers une société plus égalitaire, il est crucial que femmes et hommes soient informé-e-s et éduqué-e-s sur leurs droits fondamentaux

Une intégration effective de la législation nationale « genre » dans les politiques de développement devrait contribuer au progrès vers une égalité réelle au sein de la société burkinabè. Quant à Sophie, elle est optimiste pour l'avenir : « la mentalité des hommes change chaque jour, les gens ont les yeux ouverts. Avant, c'était toujours la maman qui prenait l'initiative d'envoyer l'enfant à l'école, mais maintenant le monsieur a compris que sa fille pouvait devenir présidente. Hommes et femmes marcheront côte à côte. »

Son conseil aux jeunes filles du Burkina ? « Le premier mari, c'est ton boulot ! Bats-toi pour avoir un petit boulot avant de te marier. »

📍 Eva Fernandez et Sacha Bronfort 📍

L'artillerie législative en faveur d'une égalité de genre se confronte aux coutumes locales profondément ancrées

« À l'âge de 12 ans, mon père est décédé et j'ai été élevée par mon oncle. J'ai pris à la fois le rôle de petite fille, et de femme. En plus d'aller à l'école, je faisais toutes les tâches ménagères : piler le mil⁷, aller chercher l'eau, préparer les repas, etc. C'est ce qui m'a poussé à me marier tôt, dès la classe de troisième. Quand on est dans la pauvreté, on se dit qu'en se mariant ça va aller. Mais parfois on complique davantage sa situation. »

Au Burkina Faso, le parcours tumultueux de Sophie Ilboudo Delma est loin d'être inhabituel. Les parents investissent peu dans l'éducation des filles. Elles n'ont pas droit d'être propriétaire d'une terre et ne sont jamais héritières. « Quand tu accouches d'une fille, tu perds l'estime de ton mari », affirme-t-elle. « La femme doit rester au foyer avec les enfants. Point. C'est tout. On pense qu'elle n'est pas capable de réfléchir. La femme est toujours placée derrière, ici au Burkina Faso. »



L'innovation paysanne face au changement climatique

Les paysans et paysannes burkinabè doivent faire face à plusieurs phénomènes impactant leurs récoltes : climat aride, dégradations des terres, pression anthropique, etc. À cela, s'ajoute le changement climatique. Sur le terrain, les producteurs et productrices essaient de s'adapter. En effet, que faire quand les pluies arrivent tardivement, s'arrêtent trop tôt ou se transforment en inondation ?

Différentes techniques ancestrales, redécouvertes il y a peu, sont utilisées pour faire face à ces défis



Le zaï est une culture en poquet. Elle permet de piéger des matières organiques déplacées par le vent, mais également de récolter les eaux de pluie.

En creusant la terre pour construire ensuite des monticules en demi-lunes, il est possible d'emmagasiner les eaux de ruissellement grâce à l'inclinaison du terrain.



Des performances validées par la science

Zouré Cheick Oumar⁸ a réalisé sa thèse sur les performances de ces différentes techniques dans le Sahel burkinabè. Il remarque que les cultures en zaï sont performantes et en mesure de faire face à une période de sécheresse de 2-3 semaines.

Renforcer les innovations pour l'avenir

Néanmoins, les effets du changement climatique vont continuer à s'aggraver et ces périodes sèches à s'allonger. Le chercheur craint, dès lors, que les techniques actuelles ne soient plus suffisantes après 2050. En effet, il estime les chances de récoltes à 3 années sur 10 seulement.

Zouré envisage quelques stratégies possibles :

- ▶ la création de bassins de rétention d'eau et de puits pour faire face à une saison des pluies trop précoce ;
- ▶ l'adaptation des variétés paysannes ou la culture d'autres espèces ;
- ▶ le renforcement de la planification grâce à la mise à disposition des informations météorologiques.

S'adapter

Toujours avec la volonté d'être plus résilients, les paysans et paysannes continuent leurs recherches d'adaptation. L'enjeu ? Pouvoir rester vivre là où ils ont toujours vécu. 📍

📍 Alan Watterman 📍

⁸ « Étude des performances hydrologiques des techniques culturales dans un contexte de changement climatique en zone sahélienne du Burkina Faso », 2019, Zouré Cheick Oumar, Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE)

Témoignage des agriculteurs accompagnés par APIL

Balma Moussa, 65 ans, agro-pasteur

Ma vie et celle de ma famille dépendent du travail de la terre mais, ces dernières années, mon rendement agricole diminuait alors que ma famille s'est agrandie.

La réussite de ce champ récupéré en impressionne plus d'un dans le village



Pour parvenir à un équilibre, il fallait que je produise plus. En 2017, mon groupement paysan s'est mobilisé avec l'ONG APIL pour récupérer des terres dégradées en y faisant des demi-lunes. Avec ma formation en compostage, j'ai également pu enrichir les demi-lunes avec du compost naturel. Cela a permis d'obtenir de meilleurs rendements.

En fin de saison hivernale, je compte récupérer au moins deux autres hectares pour la culture du sorgho et du maïs. Je compte également attribuer un hectare à mes épouses pour qu'elles fassent leurs cultures de gombo, niébé arachide, etc.

En fin de saison hivernale, je compte récupérer au moins deux autres hectares pour la culture du sorgho et du maïs. Je compte également attribuer un hectare à mes épouses pour qu'elles fassent leurs cultures de gombo, niébé arachide, etc.

La réussite de ce champ récupéré en impressionne plus d'un dans le village, à tel point que nul ne passe mon champ sans me poser des questions du genre: «quelle magie as-tu fait pour réussir à cultiver dans cette clairière?»

APIL et Autre Terre

Partenaires depuis 15 ans, APIL et Autre Terre partagent un intérêt commun pour l'économie sociale et solidaire et l'appui aux communautés de base. Nous avons ainsi collaboré au renforcement des filières lait, miel, arachide et gombo.

Grâce à la formation et à l'organisation des productrices et des producteurs, la productivité s'est renforcée. La création de trois coopératives a permis d'améliorer la qualité des produits transformés et de les vendre aisément sur les marchés locaux.

Grâce à ces actions d'appui, tant en amont qu'en aval de la filière, ce sont plus de 5.000 familles qui vivent plus dignement au quotidien.



Sawadogo Abdoulaye, paysan de 40 ans

Ma famille et moi produisons principalement du sorgho, du niébé et un peu de maïs en saison hivernale. Nous exploitons une superficie de 3,5 hectares. Mais nous avons du mal à produire à causes de la sécheresse, des maladies qui attaquent les plants, de la mauvaise qualité des semences et du manque d'outils adaptés.

Heureusement, en 2019, j'ai eu la chance de travailler avec APIL



À chaque fin de campagne, il y avait trop peu pour assurer le minimum de deux repas par jour. La situation s'est encore aggravée quand j'ai accueilli deux ménages déplacés (mon frère avec ses femmes et enfants) qui ont fui les attaques terroristes.

Heureusement, en 2019, j'ai eu la chance de travailler avec APIL. Nous avons bénéficié de formations sur la restauration de la fertilité de nos champs. Grâce à cela, j'ai pu aménager un espace de 7,5 hectares avec des cordons pierreux et une autre partie avec des demi lunes agricoles et du zaï que j'ai partagé avec mon frère en lui donnant deux hectares pour sa production.

La campagne agricole 2019 fut ainsi très productive et, pour la campagne de 2020, j'ai pu emblaver 2 hectares de plus que l'année dernière.

Désormais, nous mangeons à notre faim, soignons nos enfants et payons leur scolarité. J'ai même pu inscrire une de mes filles – qui avait abandonné l'école en classe de 1^{ère} – à une école de formation professionnelle des métiers de la santé.

Désormais, nous mangeons à notre faim, soignons nos enfants et payons leur scolarité



Sortie du baromètre des agricultures familiales 2020

Cette année, le baromètre fait le point sur le fonctionnement de nos filières d'alimentation. Il nous aide à comprendre les «systèmes alimentaires» dans lesquels nous évoluons.

Sont-ils assez solides? Durables? Viables? Comment les évaluer en temps de crise sanitaire? Faut-il s'inquiéter?

Pour répondre à ces questions, une série de personnalités de référence à travers le monde ont été interviewées.

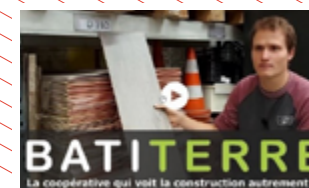
Si vous voulez connaître leurs observations et leurs conclusions, commandez-le gratuitement sur l'adresse info@autreterre.org ou surfez sur www.barometre-agricultures-familiales.org

Passage de flambeau à la tête du groupe Terre

L'assemblée générale du 4 septembre 2020 restera dans les mémoires du groupe Terre. L'ordre du jour prévoyait l'élection de nouvelles équipes composant le conseil d'administration de chaque entreprise du groupe Terre.

Parmi les changements, l'un d'eux était particulièrement symbolique. Après 26 années de présidence du groupe, William Wauters – dit Minmin – a passé le flambeau. Une nouvelle équipe d'administrateur-trices, présidée par François Malaise, a été présentée à l'AG qui l'a élue pour un mandat de trois ans. Cette nouvelle présidence est un moment fort dans la vie du groupe: bien plus qu'un simple passage d'une personne à l'autre, il représente la poursuite d'un modèle – celui de l'entreprise à but social –, la transmission d'un rêve qui continuera à grandir, de génération en génération.

www.grouperterre.org/blog



BatiTerre est lancé!

Souvenez-vous, on vous en parlait en mars... C'est maintenant chose faite: BatiTerre est créé!

La coopérative BatiTerre – fondée par le groupe Terre, BatiGroupe et la Poudrière – crée des solutions de réemploi pour toute une fraction de déchets. C'est également un projet d'économie sociale et solidaire qui a pour objectif de créer de l'emploi pour des personnes.

Plus d'infos sur: www.batiterre.be



Sortie du film « Sur le champ ! »

Une coproduction d'Autre Terre, SOS Faim et Iles de Paix



Alors que plus de 800 millions de personnes souffrent toujours de la faim et que la planète s'épuise, la solution pour nourrir l'Humanité n'est pas de produire plus mais de produire mieux. En marge de l'agrobusiness, de plus en plus d'acteurs, tant au Sud qu'au Nord, s'orientent vers un

modèle alternatif crédible: l'agriculture familiale durable. «Sur le champ!» nous emmène à la rencontre de Cédric, Diamar et Mariam. Des paysannes et paysans qui, aux quatre coins du monde, nous montrent qu'avec force et conviction, des femmes et des hommes proposent, chacun à leur échelle, une alternative!

> Vous aimeriez le diffuser dans un lieu culturel, en classe ou autre?
> Contactez-nous: cinzia.carta@autreterre.org – 0471 84 49 02

Découvrez la bande d'annonce: www.surlechamp.be



Opération jacinthes

Autre Terre finance des projets de développement en Afrique de l'Ouest et au Pérou grâce à la vente des jacinthes en période de fêtes. Cette année est particulièrement rude pour notre ONG.

Chaque geste solidaire compte et nous permettra de poursuivre nos actions de soutien auprès de nos partenaires.

Réservez un accueil chaleureux à nos bénévoles!



Les syndicats agricoles disent non à une agriculture franchisée

Le Groupe Colruyt souhaite développer ses investissements dans l'acquisition de terres agricoles. Si la raison invoquée est celle de la coopération avec l'objectif d'installer des agriculteurs, ces derniers y voient plutôt une volonté d'asservissement. Le modèle proposé par Colruyt s'apparenterait-il à un système de franchise et de métayage? En tout cas, le modèle est considéré par de nombreux acteurs du secteur comme une réelle menace pour le modèle agricole familial.

Découvrez-en plus sur www.daardaar.be/travail-sante

DEVENIR BÉNÉVOLE

L'implication de nombreux volontaires est indispensable pour réussir les divers événements organisés par Autre Terre.

+32 4 240 68 46

Autre Terre

ONG du groupe Terre

Autre Terre Magazine est une publication destinée à promouvoir l'économie sociale et solidaire à travers des initiatives ainsi que des réflexions du Nord et du Sud.

Abonnement **gratuit** sur simple demande

Autre Terre,
4^e avenue, 45
4040 Herstal – Belgique
T +32 (0)4 240 68 48
E info@autreterre.org



MERCI!

Aux 64 donatrices et donateurs qui ont soutenu notre crowdfunding pour amener de l'eau durablement au Mali.
Avec votre aide, Autre Terre a récolté 3502 € qui seront investis dans la construction de bassins auprès de notre partenaire Tassaght.

Retrouvez-nous sur



www.autreterre.org